

Association du capital et du travail

Médéric Lanctôt

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Section I

ASSOCIATION DU CAPITAL ET DU TRAVAIL.

« Nous espérons, dit M. Greeley dans la Tribune de New York, du 22 janvier ; nous espérons que le jour n'est pas éloigné où les questions sociales prendront la préséance sur les questions politiques. La politique vient bien à son heure, et il y a des temps où elle est aussi importante que la question sociale ; mais, d'habitude, et pour la grande majorité de l'humanité, « que mangerons-nous ? que boirons-nous ? comment serons-nous vêtus ? » sont des questions qui doivent primer celle de savoir « comment et par qui serons-nous gouvernés ? »

Àmon sens, la cause ouvrière prime toutes les autres. Il n'en est pas de plus actuelle, puisque la misère du peuple et le désordre social en imposent la prompte solution. Il n'en est pas de plus belle, puisqu'elle est la plus juste. Il n'en est pas de plus grande, puisqu'elle embrasse l'avenir de la société tout entière. Par conséquent, il n'en est point de plus digne du dévouement du patriote sincère et du philantrophe chrétien.

L'acte le plus noble et le plus méritoire de la vie privée est, sans contredit, de tendre la main au malheur et à la misère ; et quoi de plus méritoire dans la vie publique, que l'amélioration du sort des classes chargées d'un dur labeur, mal rétribuées et toujours à deux doigts de l'indigence ?

Suppression de l'injustice et de l'inégalité sociales, causes de la pauvreté, de l'ignorance et des convulsions révolutionnaires,

ces trois grandes plaies de notre civilisation incomplète et bâtarde ; et substitution à cet état de choses, de l'aisance, de l'éducation et de la paix sociale : telle est la cause ouvrière : dois-je regretter de l'avoir adoptée et d'en faire le ministère de ma vie publique ?

Je m'orgeuillis de ce rôle ou de cette mission : ingrate et semée d'avanies aux yeux de mes amis personnels, elle est cependant pour moi une source de satisfactions et de jouissances qui ne peuvent provenir que de la conscience de faire le bien : un bien nécessaire, indispensable, immense, ordonné du maître divin !

En ce moment plus que jamais jusqu'à présent, la grande question de l'émancipation sociale des classes ouvrières occupe le monde civilisé et l'émeut même profondément. Ma sincérité et mon expérience m'éclairent sur la position que les ouvriers du Canada doivent prendre dans ce grand mouvement social. J'ose me faire fort de représenter leurs intérêts, et même leurs sentiments, d'une manière exacte ; je plaide pour le peuple ouvrier et j'ai la justice de mon côté : je me console donc d'avance des avanies et des injures de la cohue égoïste et méchante, en pensant au glorieux triomphe qui couronne toujours l'action opportune de ces deux forces : la force populaire et la force morale.

Àcette double puissance, et non pas à ma trop faible personnalité, appartiennent les succès passés ; à cette double puissance et à elle seule se rapporteront de droit les succès à venir.

Il n'y a pas longtemps encore, nous réussissions au moyen de ces deux forces, à triompher, en quelques semaines, de l'injustice d'un salaire parcimonieux et misérable ; pourquoi le même suc-

cès ne couronnerait-il pas cette autre réforme ouvrière, encore plus juste et plus importante : —

L'Association des capitalistes et des travailleurs, ou la combinaison, pour l'objet commun du bien-être et du progrès, du capital et du travail ?

Exposons donc notre sujet avec courage et, aussi, avec logique, pour le discuter ensuite avec clarté et chance de succès.

Section II

Première Question. — Suffit-il à un pays d'avoir une industrie manufacturière considérable pour assurer le bien-être moral et matériel d'un peuple et son développement intellectuel ?

Réponse à cette Question. — Non, à moins que l'industrie manufacturière ne soit exploitée au moyen de l'Association du Capital et du Travail, suivie du partage, en proportions équitables, des bénéfices réalisés par les opérations de cette Association.

Seconde Question. — À quoi la vieille Europe doit-elle l'agitation sociale qui l'émeut, la trouble, la ruine et l'ensanglante même ?

Réponse à cette Question. — Au défaut d'entente et d'association entre les capitalistes et les travailleurs.

Troisième Question. — Par quels moyens peut-on arriver à cette entente ?

Réponse à cette Question. — Par une loi qui oblige tout industriel-capitaliste à partager les bénéfices de la manufacture, de l'usine, de l'atelier, avec les ouvriers qu'il emploie.

Quatrième Question. — Quels seront les résultats de cette réforme ?

Réponse à cette Question. — D'émanciper et d'enrichir le travailleur et le capitaliste également, et de produire à meilleur marché que par le Capital-monopole ou non-associé avec le Travail.

Cinquième Question. — Au Canada, les circonstances sont-elles favorables à l'introduction du système de l'Association du Travail et du Capital ?

Réponse à cette Question. — Oui, puisque du mouvement politique remarquable qui agite en ce moment les éléments du capital-argent, ou ceux qui le représentent, se dégage la nécessité d'une prompte création industrielle et de son développement rapide. C'est le moment pour le travail de faire ses conditions avec le capital, et de lui refuser son concours, s'il ne veut être juste.

Examinons d'abord la question d'opportunité, qui ne peut manquer de frapper tous les esprits ; nous nous sentirons ensuite plus libre de discuter à fond le problème social que la situation suscite à notre considération. Cette discussion, nous la ferons avec le calme qui convient à la vérité, et avec la fermeté que dicte l'impérieuse justice de notre demande. Les hommes de bonne volonté pourront alors apprécier, et la Providence de Dieu fera le reste.

Section III

Les circonstances, au Canada, sont-elles favorables à cette réforme ?

Je réponds oui, et je le prouve.

Il se fait aujourd'hui une agitation politique et nationale des plus salubres. De toutes parts, on semble acclamer un programme où sont inscrites des réformes considérables :

L'économie des fonds publics.

La simplification de la machine législative par l'abolition du Conseil Législatif Local, et l'application du principe électif au Sénat Fédéral, etc.

Le contrôle absolu de notre tarif et de notre politique commerciale, à l'extérieur comme à l'intérieur.

Une Convention Internationale avec les États-Unis pour obtenir en échange de nos voies artificielles de communication, une réciprocité et même une fédération commerciale.

La réforme du système d'éducation pour assurer à toute la jeunesse indistinctement, les connaissances nécessaires pour lutter avantageusement avec les éléments les plus éclairés de notre population, et avec nos voisins, si généralement pourvus d'une instruction commerciale et industrielle qui laisse peu à désirer.

Mes amis ouvriers seront les premiers à juger ces réformes excellentes. Trois mots symboliques, en les qualifiant, les leur rendront chères : Liberté, économie, civilisation. Une grande expression, presqu'oubliée, et qu'elles ressuscitent, peut même les résu-

mer : c'est le progrès ! Or le progrès, le véritable progrès, ne peut s'opérer qu'à l'avantage du peuple ; puisque c'est le peuple seul qui paye, c'est lui et lui seul qui est intéressé à l'économie ; puisque c'est lui seul qui est gouverné, c'est lui et lui seul qui est intéressé à n'être gouverné que par ceux qu'il nomme ou élit à cet effet ; puisque c'est lui et lui seul qui travaille et qui produit, lui et lui surtout est intéressé à ce que les produits de son travail s'écoulent à l'étranger et s'y vendent bon prix ; puisque c'est lui qui souffre et s'afflige de l'ignorance dans laquelle il a été tenu, c'est lui, c'est lui surtout, qui doit désirer que la lumière se fasse dans son intelligence. Le peuple en général, le peuple ouvrier surtout, doit voir avec faveur ce mouvement, aujourd'hui superficiel et bientôt profond et entraînant, vers l'objet de la vie sociale : le bien-être matériel, la bonne administration civile et le progrès intellectuel ou l'éducation.

Nous applaudissons donc de tout cœur à ce mouvement. C'est le chemin de l'indépendance du pays, chemin détourné si l'on veut, mais semé de roses. Suivons-le avec joie, avec courage et persévérance, en compagnie de tous les hommes de bonne volonté, à quelque parti qu'ils appartiennent. Que le Bas-Canada ne forme qu'un seul homme pour soutenir ce programme.

Il serait sans doute plus pratique, plus rationnel, plus expéditif de convoquer une assemblée nationale composée de délégués patriotiques, choisis par le peuple dans les diverses parties du pays, non pas pour demander, mais pour accepter purement et simplement l'indépendance qu'une métropole, aujourd'hui éclairée et juste, nous offre ; que dis-je ! nous impose presque violemment ; et pour déterminer les conditions d'une nouvelle ère nationale.

Mais contentons-nous pour le moment de constater que le monde marche, puisqu'une phalange patriotique nous donne le spectacle d'un phénomène réjouissant comme celui de traîner à sa remorque les écrivices politiques du torisme édenté, et les tortues sociales du conservatisme, acculées depuis vingt ans au pouvoir.

Gardez-le, messieurs, ce pouvoir chéri ; gardez-le, parce qu'il faut quelqu'un au gouvernail ; oui, gardez-le cet objet de tout votre amour, ce symbole de tous vos désirs, ce secret de toute votre habilité, cette explication de vos richesses et de votre outrecuidance ; gardez-le toujours, si vous le voulez — mais à deux conditions — celles-ci : 1. l'octroi au peuple des réformes qui le conduiront à l'indépendance, remède futur et certain à tous les maux du passé ; réalisation positive de toutes les légitimes espérances de l'avenir ; 2. l'Association du Capital et du Travail pour les raisons que nous avons succintement exposées et que nous développerons dans un instant.

Quels que soient les hommes qui prennent l'initiative ou la suivent, je puis leur assurer, moi, le concours des cœurs ouvriers et le chiffre puissant de leurs votes, s'ils veulent être à la fois philanthropes et patriotes.

Voilà la situation, voilà les circonstances où je vous appelle, amis ouvriers, à arborer le drapeau de la grande réforme sociale qui préoccupe le monde civilisé. La cause première de la situation politique tendue, décisive, suprême que nous traversons en ce moment, c'est la nécessité de créer une industrie manufacturière, c'est-à-dire la réalisation de notre programme de 1867. Tout nous indique que cette réalisation est prochaine, inévitable, manifeste, irrépressible, aux conditions ci-haut. Comment nous

défendre d'un certain enthousiasme pour un programme qui sort de toutes les bouches, préoccupe tous les esprits, émeut tous les cœurs, unit toutes les consciences et forme de la volonté de tous une volonté unique et, partant, toute-puissante quand l'élément social ouvrier en a été l'originateur ?

Or, étant donnée la création prochaine et le développement rapide d'une grande industrie nationale, c'est le temps ou jamais de connaître les conditions, au point de vue social, dans lesquelles cette industrie doit être établie et développée.

Nous avions donc raison de dire que les circonstances étaient favorables à l'étude du grand problème social qui embrasse les intérêts de l'ouvrier comme du capitaliste, puisqu'il doit résoudre les difficultés de leur liaison intime et inévitable. L'occasion est non-seulement favorable, mais je la considère unique ; si nous la manquons, aujourd'hui qu'elle se présente dans des conditions opportunes, elle ne reviendra plus jamais qu'accompagnée du cortège de maux qui rendent ailleurs si redoutable et si difficile à résoudre la grande question qui nous occupe.

Section IV

Suffit-il à un pays d'avoir une industrie manufacturière pour assurer le bien-être matériel et moral du peuple ouvrier et son développement intellectuel ?

L'idée de la nécessité d'une industrie manufacturière et de l'émancipation politique du Canada, a fait, depuis cinq ans, un

pas immense dans l'esprit des classes aisées ; le peuple, lui, l'a comprise et adoptée sur le champ.

Mais l'idée de l'association du capital et du travail, qui date, ici, de la même époque, a besoin d'être débattue, pour manifester sa justesse et s'imposer à la conscience publique.

Dès 1867, nous avons défini les conditions dans lesquelles devait s'établir l'industrie manufacturière pour porter de bons fruits. Il faut, disions-nous, éviter dans nos entreprises futures la rivalité entre le travail et le capital ; capitalistes et travailleurs doivent providentiellement travailler ensemble. C'est pervertir les desseins de la Providence que de faire tourner cette nécessité au profit exclusif et à la maîtrise absolue du capitaliste, et à la perte et à l'esclavage indéniable du travailleur. C'est produire l'injustice et fomenter la haine entre des associés naturels, entre des forces fraternelles et inséparables. Puisque les capitalistes et les travailleurs doivent nécessairement s'associer pour produire, il est juste qu'ils s'associent pour partager. Si le capital ne veut pas s'associer, c'est qu'il veut dominer. Or, toute domination sur le travailleur est injuste dans son essence et fatale dans ses conséquences. De quelque nom qu'on l'appelle c'est un esclavage, et tout esclavage est détestable, immoral et désastreux pour l'esclave, cela va s'en dire, et désavantageux, en définitive, même pour le maître.

Rien de plus juste que ce court exposé, qui résume toute la question, et prouve la nécessité de l'émancipation du travail, pour que les bénéfices qui en résultent, soient la source de grands avantages pour la masse des travailleurs, sans préjudice réel aux capitalistes.

Vérité première : — Le capital étant égoïste, parce qu'il est de source humaine, ne cherche pas le bonheur de l'ouvrier, mais son intérêt pur et simple. Laissé à lui-même, il exploite le travailleur et le laisserait même mourir de faim, s'il n'avait pas intérêt à lui conserver la vie. On l'a même vu si peu soucieux de la vie du travailleur qu'il le livrait sciemment aux plus affreuses épidémies, engendrées par les privations et la misère. Nous en donnerons des preuves tout à l'heure. Les exceptions ne font que prouver la règle ; tous les hommes en sont là, et les capitalistes ouvriers eux-mêmes sont souvent les premiers à fouler leurs frères à leurs pieds.

Vérité seconde. — Le capital est un. Rien de plus cohésif, de plus associable que deux capitalistes, excepté trois, excepté cent, excepté tous. De cette cohésion, de cette association, naît le monopole : une puissance exagérée, un despotisme complet, absolu, inique, comme l'exemple de l'Europe manufacturière ne le prouve que trop. Les grands capitaux associés exploitent d'autant plus impunément l'ouvrier que les souffrances de celui-ci, en n'appelant que la pitié d'une association, n'appellent la pitié de personne. Les capitalistes n'associent pas leurs consciences, ils n'associent que leurs capitaux. Une telle association est un vaste estomac, et n'a pas plus d'entrailles qu'un coffre-fort.

Vérité troisième. — L'association des gros capitaux peut certainement produire une grande industrie, mais si elle a fait dans ces conditions la richesse et la gloire factices de quelque nation, ça été aux dépens du confort des ouvriers et de leur développement intellectuel, et au prix des souffrances, de la misère et de l'ignorance de la masse des travailleurs.

Vérité quatrième. — En résumé, l'association des capitaux produit le plus redoutable, le plus vorace, le plus insensible, le plus cruel de tous les tyrans ; le monopole ; et le travail salarié la plus misérable de toutes les existences physiques, et l'assujettissement moral le plus absolu : l'esclavage de la conscience. Le monopole est maître de l'âme et du corps du travailleur. Le travailleur subit l'action contrôlante du monopole en tout : religion, éducation, condition d'existence physique, politique, sociale, domestique. Il atteint le travailleur jusque dans ses enfants, et ce n'est pas son moindre tort que d'être le promoteur le plus déplorablement réussi de la prostitution.

Vérité cinquième. — Il est encore une autre considération : c'est que le monopole des grands capitaux ruine le petit capitaliste qui veut unir son capital et son travail. Il ne fait le bonheur et la richesse que de quelques mignons dans les arts et dans les professions. Il ne fait aucunement profiter les autres industries, puisqu'il monopolise le capital, l'argent, et qu'il en donne à peine pour vivre aux travailleurs. Tel capitaliste qui vaut un million, n'aura toujours qu'une famille à faire vivre dans l'aisance, même s'il double ce million. Tandis-que ce second million, distribué entre mille indigents, en leur permettant de vivre avec confort, ferait la fortune de tous les artisans, de tous les gens de profession, de tous les marchands de l'endroit où se produirait cette distribution. Les capitaux associés entre eux, en produisant le monopole, sont donc une cause d'appauvrissement général. Tout le contraire arrive, s'ils s'associent avec le travail.

Voilà les raisons qui me détermineraient à repousser l'industrie, si on me l'offrait dans des conditions semblables. Ces raisons prouvent au delà de tout doute qu'il ne suffit pas à un pays

d'avoir une grande industrie manufacturière pour donner au peuple qui l'habite le bien-être physique et moral, le développement intellectuel, enfin tout ce qui constitue la vraie civilisation, au point de vue de la raison humaine et de la conscience divine.

Les faits viennent à l'appui de ces raisons, et l'histoire du monde où l'industrie ne date pas d'hier, en est le lugubre et effrayant témoin.

Section V

Àquoi l'Europe doit elle la misère qui ronge ses populations, l'agitation qui la trouble, les violences qui l'ont ensanglantée et menacent de la noyer dans le sang et de l'enterrer sous les ruines ?

Àquoi l'Europe doit sa misère, son trouble et les violences qui l'ont atteinte et qui la menacent encore de plus rudes châtiments, de plus cruelles représailles ? À quoi ? Peut-on sérieusement se poser cette question ? Qui ne sait que c'est aux injustices que depuis des siècles les capitaux associés ont imposées à l'humanité, en exploitant systématiquement, froidement, honteusement, les sueurs des masses ouvrières, mal payées, tenues dans l'indigence, privées d'éducation, réduites à un long et constant désespoir ?

La France, l'Allemagne, l'Angleterre, sont coupables à des degrés différents du crime de l'exploitation de l'ouvrier par le monopole ; mais puisque c'est l'Angleterre que l'on veut imiter, que l'Angleterre nous serve d'exemple, nous fournisse nos preuves.

Imitons son esprit d'entreprise et profitons de ses grandes connaissances industrielles, mais pour Dieu, puisons à la source des faits une triple haine de son grand crime social : l'exploitation du travailleur par le capital.

Il y a des choses si évidentes qu'il suffit de les énoncer. Ainsi, l'Angleterre avait une population lorsqu'elle n'avait pas encore d'industrie manufacturière. Cette population n'était pas généralement riche, mais elle n'était pas généralement pauvre non plus. Quand l'industrie commença à se développer, le peuple anglais jouissait d'une aisance générale, chacun était son maître ou à peu-près. Quand cette industrie se fût développée, les riches industriels commencèrent à la monopoliser. Ils formèrent des compagnies énormes, bâtirent d'immenses usines. Or, de ce moment datent l'asservissement du peuple ouvrier en Angleterre, l'affreux paupérisme, les grandes émigrations, les work houses, ou maisons des pauvres, la démoralisation, la profonde barbarie des classes indigentes de la société.

Il faut lire le rapport d'enquête qui fut publié dans le Morning Post de Londres, il y a quelques années, pour se faire une idée exacte de l'état social de l'Angleterre et visiter ce pays comme je l'ai fait, quoi qu'imparfaitement, pour constater les monstrueux résultats sociaux de l'association du capital pour l'exploitation égoïste et froidement rapace du travail populaire. Le rapporteur de cette enquête, tout anglais et tout aristocrate qu'il fût, n'a pu s'empêcher d'écrire ces lignes indélébiles :

« Les faits, qui vont se dérouler ici, dit l'auteur de l'enquête, sont d'une telle nature, que la plume est impuissante à peindre les terribles émotions qu'ils ont fait naître en moi. Partout, continue-t-il, c'est la faim et la prostitution, résultats inévitables de

l'extrême avilissement du salaire. C'est une épouvantable lutte entre la vie et la mort. Il faudrait des volumes pour raconter les détails de cette agonie, dont je ne pourrai donner qu'une idée bien incomplète. »

La fatalité a voulu que ce tableau soit encore fidèle vingt ans après. J'en trouve le témoignage dans le Witness même d'une date récente. Son correspondant de Londres lui écrivait au mois de Janvier dernier :

« Je desire vous donner de nouveaux exemples des contrastes que l'on voit à Londres entre les riches et les pauvres, et qui sont tels, que ceux que vous voyez au Canada ou aux États-Unis, ne peuvent vous donner aucune idée du gouffre insondable qui divise l'Est de l'Ouest de Londres. »

L'écrivain donne alors une description du quartier de la Banque d'Angleterre, du physique aristocratique, élégant de ses habitants, et du genre magnifique d'existence qu'on y mène.

« Et cependant, continue le correspondant, à cinq minutes de là nous nous trouvons dans les sales passages ou ruelles, encombrées des spécimens humains les plus bas, physiquement et moralement. Les hommes y sont pâles, maigres, faibles des genoux, bas de stature ; ils ont les yeux éteints et dégoûtés et portent souvent l'empreinte de l'ivrognerie et du crime ; les enfants, hélas, pauvres petits ! ils sont sales, sans soins, maladifs et misérables ; les femmes, elles ont l'apparance de l'immoralité, du mécontentement et de la malice. La maison du gin, à l'encoignure, est la seule qui respire l'aisance. Mais quelle dégradation et quelle misère chez ceux qui y entrent et en sortent ! La plus grande partie de ce peuple n'a pas d'ouvrage ou n'en a que très

peu, pour lequel il est mal rétribué, et des milliers n'ont pas d'ouvrage du tout pendant plusieurs semaines. »

L'auteur décrit alors les taudis affreux dans lesquels demeurent même les ouvriers les mieux placés et la cherté énorme du loyer. « Ce n'est pas une ou deux rues seulement qui nous offrent ce spectacle, mais rues après rues, en masses solides, chacune paraissant plus noire et plus affreuse que le reste. » L'écrivain suggère ensuite l'émigration comme seul remède ; mais, dit-il, une partie de cette population n'est pas même propre à l'émigration, tant sa dégradation et sa misère sont profondes et irrémédiables. »

Le correspondant nous fait ensuite part des associations louables qui, au moyen des écoles déguénillées (« ragged schools » : quel honneur pour un système social d'en être réduit à de telles expressions pour appeler les choses par leur nom !) et de maisons de refuge et d'industrie, réussissent à peine à diminuer le nombre des misérables et l'intensité de leurs souffrances morales et physiques. La plus grande partie de l'émigration qui nous vient de Londres est préalablement formée et organisée par ces associations louables. »

L'écrivain transporte ensuite le lecteur dans les quartiers aristocratiques, par le chemin de fer souterrain qui fait le tour de Londres. Ce n'est plus le même pays ; on se dirait même dans un autre monde. Les maisons sont grandes, détachées, entourées de parterres et de jardins. Chacune de ces maisons est habitée par une seule famille, et seulement pendant quelques mois de l'année. Cette page véridique et précise mérite d'être citée textuellement :

« Si nous regardons à l'espace où un paria de la partie Est de Londres est forcé de respirer et vivre, et le comparons à l'espace dont jouit le Nabab de Park Row ou de Belgrave Square, le contraste est presque inconcevable. Celui-là a un cinquième d'une chambre de quinze pieds carrés, sans droit à aucune autre partie de la maison. Le cinquième est tout ce que la pauvre créature a pour se tenir debout, s'asseoir, manger et se coucher dans ce vaste monde. Au dehors est une cour étroite et sale, de quatre pieds de large sur environ deux cents pieds de longueur, où le soleil ne luit jamais, et remplie de pauvres misérables à moitié affamés comme lui-même — cette cour ayant une population, probablement, de cinq à six cents personnes ! Or toute cette cour avec ses foules, ne contient pas autant de terrain que la seule maison de madame This, ou de l'honorable M. That ; et encore M. et Madame ont ils droit à toute leur maison, tandis-que chaque membre de cette cohue doit se tenir dans son coin, car il n'a aucun droit au delà. »

« Mais ceci n'exprime pas encore tout, continue le correspondant. La maison de madame fait face à Hyde Park et a devant elle, près de deux milles de pays ouvert, rempli d'air frais et vif. Tandis que la cour dont j'ai parlé s'ouvre sur une rue à peine plus large que la cour même, et tout aussi sale ; et cette rue est aussi encombrée que la cour même, et donne de tous côtés sur des cours aussi encombrées et tout aussi dégoûtantes. Madame fait un tour de voiture à Hyde Park chaque après-midi, et passe les mois de l'été dans sa résidence de campagne, aux bains de mer, ou quelque part sur le continent. Le paria de la cour végète dans les régions désespérantes qui l'environnent, matin, midi et soir, et s'aventure rarement dans les parties ouvertes de la ville, ou de la campagne. Le même contraste s'applique aux vêtements, à la

nourriture, aux relations et à toute autre partie de la vie sociale des deux classes, ce qui, pour un esprit réfléchi, est un sujet de profondes réflexions. Ces deux classes ne paraissent guère appartenir à la même espèce d'êtres — tant est vaste le gouffre qui les divise. Cependant, ils sont de la même race, un même sang coule dans leurs veines, le même sens humain se trouve chez tous deux. Le grand Créateur est leur Père commun. Dieu leur a envoyé son Évangile également, et l'on trouve trop rarement, parmi ces pauvres déshérités, des exceptions qui s'en prévalent. »

La traduction n'a pu qu'enlever de la force à ce qui précède.

Mais avant de demander si on veut faire un nouveau Londres de Montréal, en réduisant à l'état d'esclavage sa population ouvrière pour le profit exclusif du capital-monopole, citons la description qu'en donne l'auteur de l'enquête, qui fut faite en Angleterre il y a quelques années, sur la condition du peuple ouvrier des campagnes et des villes, à tous les points de vue, et qui peut se résumer ainsi relativement au degré du mal : à Londres comme partout, partout comme à Londres.

Nous donnerons plus loin les conclusions remarquables du correspondant britannique.

« Ceux qui n'ont vu Londres que de jour, dit l'auteur de l'Enquête, avec ses flots vivants, s'élançant à travers d'immenses artères jusqu'à son cœur toujours agité, ceux-là ne connaissent pas Londres sous son aspect le plus saisissant. Ce n'est ni dans le bruit, ni dans les mugissements de la cataracte marchande inondant ses rues, ni dans ses forêts de navires, ni dans ses docks gigantesques, que Londres est vraiment solennel. Contemplez le de loin, du haut d'une éminence, par une soirée d'hiver. Les étoiles

scintillent au ciel, au dessous, à vos pieds, resplendit un autre firmament étincelant de millions de feux. Ce sont des lignes de lumières, semblables aux traînées laissées par les météores, qui se coupent, se croisent et semblent courir, jusqu'à ce qu'elles se perdent dans les brumes de l'espace, en formant un nuage rougeâtre et embrâsé, comme si la ville-monstre était en flammes. »

« Descendez ; la nuit s'avance, les bourdonnements de la vie ont cessé ; les lodging-houses ont jeté dans la rue leurs hôtes déguenillés et squalides. Oui, c'est maintenant que Londres se livre à vous, dans toute sa solennité ! — Sur les bancs des parcs, dans les niches des ponts, sur la litière des marchés, arrive, se presse, s'entasse pêle-mêle un peuple entier de malheureux sans asile, sans pain, sans vêtements. »

« Sous le vestibule des palais, sous le péristyle des maisons, se groupent, se pelotonnent de pauvres enfants demi-nus, qui dans la journée n'ont pu obtenir le sou que coûte le lit des plus infâmes taudis. Plus loin, d'autres cherchent à réchauffer leurs membres glacés, auprès de la flamme qui éclaire les pierres empilées au milieu du chemin. Le silence des rues n'est plus troublé que par la marche d'un peuple innombrable de mendiants et de ces pâles et misérables créatures qui grelottant de froid, espèrent arracher un morceau de pain au vice attardé. »

« Pendant ce temps, des milliers de jeunes filles luttent contre le sommeil, la maladie, le froid et la faim, pour tenir leur aiguille dans leurs doigts raidis par quinze heures de travail. Pendant ce temps des vieillards frappent vainement à la porte du workhouse, leur dernière ressource. Pendant ce temps, des hommes et des femmes succombent d'inanition ou s'arrachent la vie pour échapper au besoin. Pendant ce temps, des mères remercient la

mort d'avoir enfin mis un terme aux privations et aux tortures de leurs enfants. Oui : l'aspect de Londres est vraiment solennel alors, quand la faim s'y promène et tue hommes, femmes et enfants à la porte des palais aristocrates. »

Un des membres du gouvernement Français sous la république de 1848, exilé en Angleterre, s'écriait dans son ouvrage sur ce pays, après avoir lu le rapport de l'Enquête, et en avoir fait l'épreuve sur les lieux mêmes, en parlant de l'exploitation par le capital-monopole du travailleur salarié et opprimé :

« D'où la conséquence que tout petit capitaliste est presqu'assuré de sa ruine ; que la société est partagée en deux camps, sans intermédiaire en quelque sorte ; les capitaux ligués d'un côté, les bras exténués, sans défense, de l'autre ; qu'il y a dans Londres, vingt-neuf banquiers faisant, dans une seule année, 24 milliards et cinquante millions d'affaires et que le niveau du salaire baissant sans cesse, il y a aussi en Angleterre, chaque année, un cinquième de la population qui languit et meurt de consomption, un nombre d'aliénations mentales deux, trois fois plus grand que dans les autres pays de l'Europe, trois cent mille affamés qui fuient le sol de la patrie, cent mille autres qui se font inscrire, en plus, au livre officiel de la misère. »

« Ainsi, l'écu devenu, s'il est possible, plus féodal, plus tyrannique que la terre, l'écu éblouissant au dehors par ses flottes, par ses conquêtes toujours nouvelles, mais tuant froidement à l'intérieur, poussant un troupeau d'hommes à ces deux termes : consomption ou folie ! Voilà ce que, par une profanation de mots, on est convenu d'appeler puissance de l'association ! »

« Puissance maudite, fais donc entonner, dans les mers lointaines, du haut de tes mâts victorieux, le Rule britannia, pour qu'il te soit répondu, de la métropole, par des cris de misère et de faim ! »

M. Ledru-Rollin terminait par ces paroles profondément tristes, quoiqu'elles contiennent un mot d'apologie pour les capitalistes, et un encouragement pour ceux qui sont appelés, comme nos réformateurs politiques, à fonder l'institution de notre industrie :

« On demeure accablé de son impuissance, on se sent le cœur défaillir, et ce serait à blasphémer Dieu, si l'on n'avait conscience que le mal est moins dans la nature que dans le vice des institutions humaines. »

Il n'a donc pas suffit à l'Angleterre d'être la première puissance maritime du monde, le fournisseur universel des cotonnades, des coutelleries et des casimirs, pour rendre son peuple heureux. Sa grandeur a été l'instrument de la misère de son peuple. Me dira-t-on que ce sacrifice était nécessaire à sa puissance ? Amère dérision. L'Angleterre pouvait être d'autant plus forte, riche et glorieuse, qu'elle aurait été plus humaine, plus juste, plus charitable pour la masse de ses enfants. Elle a souffert et toléré pendant des siècles, jusqu'à ce jour, l'exploitation effrénée du travail par le capital. Aujourd'hui elle est sur un volcan. Elle n'est pas seule en danger. La France, la Prusse, l'Espagne, l'Italie ont au front de leurs capitaux la marque du fratricide. Tous ils ont participé au martyrologe du travailleur dans un état de société chrétienne de nom plutôt que de fait.

Leur industrie manufacturière a été l'instrument de la misère, de la dégradation et de l'esclavage social et politique du peuple, au lieu d'être celui de sa prospérité, de son bonheur et de sa moralité. Chez tous le capital a exploité l'ouvrier plutôt que le charbon, le coton et le ver à soie. Le tableau des maux de l'industrie européenne a arraché de tous temps aux hommes justes, aux comités d'enquête, à tous les philantropes, les plaintes les plus amères et les protêts les plus énergiques et les plus éloquents fondés sur les preuves les plus irrécusables. Famine, émigration, riots, soulèvements, épidémies d'ignorance ou pestilentielles, tout a été sans résultats. Et pourtant quelles leçons poignantes et terribles tout à la fois ! Le capital du vieux monde a été sourd à tout. Rien de surprenant donc que le lion populaire, décharné, mais encore viable, ait fini par grogner et rugir, et qu'enfin sa colère ait éclaté comme la foudre. La France frémit encore ; l'Angleterre, refuge et centre de l'Internationale, est menacée d'une terrible explosion ; le feu grison, monte à la surface et menace les riches après avoir dévoré les pauvres ; la Prusse a suspendues sur sa tête les foudres révolutionnaires contre lesquelles tous les canons de Krupp seront impuissants : l'année qui commence va voir éclater les explosions de la vengeance populaire. De quels désastres, de quels spectacles épouvantables ne serons-nous pas témoins !!!

Quel est le principe sur lequel on peut éviter ces malheurs, en Canada, sinon en Europe, et comment peut-on arriver à son application ?

Il est peut-être trop tard en Europe, pour rémédier au mal social ; car Dieu châtie le coupable en tournant contre lui la conséquence de son crime. La tyrannie du capital a tenu les peuples

dans un état d'ignorance et de grossièreté brutales ; la sensibilité humaine ne se produit que sous la forme de la haine et la pensée n'a plus qu'une expression, le fer et le feu : ses protêts sont écrits avec du sang ou des ruines. C'est ainsi que la tyrannie après avoir joui du bénéfice de son injustice, trouve au fond de la coupe du luxe et des jouissances criminelles, la lie qu'elle y avait accumulée dans son sot aveuglement. L'Angleterre échappera peut-être à son châtiment, grâce à une conscience plus chrétienne et à une flexibilité de caractère et d'institutions politiques qui se prêtent à toutes les réformes, pourvu que le peuple y porte la main avec fermeté, et dans ce cas-ci, avec menace même. Je souhaite bien aussi du plus profond de mon âme, que la France en reste aux châtiments qu'elle a déjà éprouvés et qui auraient dû lui être épargnés, si la malice des uns n'avait pas outre-passé les griefs de la masse. Mais qui avait suscité cette malice, qui en a provoqué l'explosion, qui, d'êtres humains, avait fait des hyènes féroces, des barbares sans noms : sinon la tyrannie, la rapacité et l'insolence du capital et de la bourgeoisie ? S'il y a eu en France quelque chose de plus barbare que les excès de bandes de prétendus communistes, c'est la bourgeoisie : avant la commune, et pendant des siècles, elle a tenu le travailleur dans un état d'asservissement et de misère, et a causé de la sorte plus de morts, plus de ruines, plus de méfaits que toutes les communes n'en causeront jamais. Qu'est-ce qu'il y a eu de plus cruel que la commune pendant la guerre, de plus impitoyable que le gouvernement de la commune, après la paix, sinon le gouvernement de la bourgeoisie ? Tel est le cercle vicieux, effrayant, le remous magnétique, inextricable, où la société du 19me siècle s'est placée en s'aliénant le travail par son exploitation tyrannique, insatiable, affreusement matérielle et païenne.

Mais si les nations européennes courrent risque d'être dévorées par leurs propres enfants, faut-il qu'il en soit ainsi de la nôtre ! — Oui ! —

Alors, à l'œuvre ! créez une industrie factice, donnez-en le monopole au capital, aliénez-vous le travailleur, et la révolution que vous n'avez pu produire malgré tous vos efforts en privant le peuple de travail, vous la précipiterez cette révolution en peu de temps, en donnant au peuple une industrie qui sera pour lui, fatalement, et sans qu'il y puisse résister, à cause de ses besoins immédiats, un décret de misère, de haine, de violence et de destruction.

L'alarme est donnée : prenez garde ! Aujourd'hui c'est un avis opportun ; vos faits seuls, dans l'avenir, peuvent en faire une menace.

De grâce, hommes de bonne volonté, unissez donc vos efforts pour éviter d'affreux malheurs à notre pays, qui comme tout autre, doit subir les conséquences des causes organisées ou fatales. Rien, dans notre position géographique ou sociale, peut faire que l'injustice ne produise pas le mécontentement profond, comme cela arrive ailleurs. Ne nous berçons pas d'illusions à cet effet, et par intérêt comme par conscience, recherchons pour notre industrie, les conditions de justice et de fraternité chrétiennes, qui ont manqué à l'industrie européenne : afin d'arriver, au moins, aux mêmes brillants succès, au point de vue industriel, et à des résultats tout-à-fait différents aux points de vue social, moral et intellectuel.

Section VI

Quel est le principe sur lequel on peut éviter ces malheurs, et comment arriver à l'application de ce principe ?

Ces malheurs, ils proviennent de l'association du capital, à l'exclusion du travail et pour l'exploiter. Ils proviennent du monopole des bénéfices de l'industrie au profit du capital associé avec le capital seulement. Si le capital était associé avec le travail, les misères sociales n'existeraient pas ; par conséquent, pas de mécontentement, pas de crises sociales. Donc, associez le capital et le travail et vous aurez trouvé le remède. L'association du Capital et du Travail produira l'égalité entre les deux forces productives. Ces forces fraternelles travailleront ensemble d'accord, et leur union intime centuplera leurs forces. Au lieu de se traiter en ennemis, le capital et le travail se traiteront comme deux frères amis. Dire qu'ils ne sont pas pour être unis, c'est nier que la lumière et le jour soient un. De quoi se plaint le travail, sinon de l'oppression du capital. Cette oppression existe. Elle existe parce que le capital associé domine le travailleur isolé et tenu à la chaîne du salaire, avec la menace de la famine suspendue sur sa tête, s'il ne se soumet pas aux termes du capital tout-puissant et tyrannique. Faites disparaître la domination, et remplacez-la par l'association, et l'oppression sera impossible, puisqu'on n'a jamais vu personne s'opprimer soi-même. L'association du capital seul, produit le contentement chez le capitaliste et le mécontentement chez le travailleur. L'association du travailleur et du capitaliste augmentera ce résultat pour le capital, et le travail en profitera en proportions égales. Il est donc évident que si tel est le résultat de l'association du capital et du travail, le principe sur lequel on peut établir le contentement social et éviter les malheurs

qui menacent la vieille Europe, est tout trouvé. Or, tout prouve que ce principe juste doit produire ce résultat, et il ne reste qu'à indiquer le moyen de l'appliquer. Ce moyen, mes amis, suivant moi, c'est par une loi, une loi stricte, claire, formelle, inviolable à moins de peines sévères. Je motiverais cette loi sur le fait que le travail salarié est un esclavage moral et physique, et ne pouvant le supprimer complètement, à cause de mille petits ouvrages casuels, je le supprimerais au moins dans tous les ateliers organisés, où le capital peut toujours être l'associé du travail. La somme que l'ouvrier retirerait chaque semaine, serait en déduction de sa part des bénéfices, tout comme la somme retirée de temps à autre par le capitaliste, et l'ouvrier partagerait avec le capitaliste, à des époques fixes, la balance des bénéfices réalisés, dont il pourrait faire prêt à l'association, ou les retirer, suivant du reste les dispositions générales du droit commun touchant le contrat de société.

Section VII

Résultats Sociaux.

Par le système que je repousse l'ouvrier afferme son travail, il le loue, il se loue lui-même, et comme il ne fait que ce que le patron lui ordonne, sa conscience est pour ainsi dire dominée, liée : la conscience du travailleur est esclave de la conscience du bourgeois ! Aussi, dans les élections, les patrons dominent les ouvriers à un point qu'ils les font parjurer.

Par le système que je préconise, l'ouvrier ayant un intérêt dans la manufacture est maître de son travail et propriétaire conjoint

du produit de son travail. D'employé il devient bourgeois. Premier résultat : — Il partage les bénéfices et s'enrichit. Second résultat : — Il prend et donne à sa famille une position digne et honorable dans la société. Troisième résultat : — Il y gagne énormément en dignité et la société ignore bientôt les plaies de l'ignorance et de la misère. Quatrième résultat : — On évite la terrible révolution sociale ou ouvrière que l'Europe a commencé de traverser au milieu de violences et d'excès sans nom, et qui sont comme le châtiment du ciel pour les maux infligés pendant des siècles aux populations ouvrières du vieux monde.

Àceux qui réfléchissent et raisonnent, je dirai : Les avantages que mon système vous assurerait et les périls et les maux effroyables qu'il vous ferait éviter, sont-ils dignes de votre considération et méritent-ils la sanction de vos esprits et de vos consciences ? Certes, qui osera répondre Non !

Section VIII

Résultats Nationaux.

Et cependant je n'ai fait qu'indiquer les résultats sociaux. Touchons aux grands résultats généraux — ou nationaux.

En premier lieu, l'association du capital et du travail, en ayant pour conséquence la distribution plus égale de la richesse par le partage des bénéfices entre les capitalistes et les travailleurs, donnerait une impulsion inconnue jusqu'à présent au commerce de détail, aux fournisseurs de viandes, denrées, etc., et ferait la fortune de toutes les classes de la société. Imaginez vous cet état

de choses et déduisez en toutes les conséquences pour la construction des maisons, le train de vie général, les vêtements, la nourriture, l'encouragement des arts, le développement de l'agriculture tout en un mot, et dites-moi si le peintre le plus enthousiaste pourrait embellir la réalité ?

En second lieu : l'association du capital et du travail produirait le résultat recherché par le manufacturier : la production à bon marché. L'ouvrier étant rémunéré à même les profits, le fabricant ne calculera plus le prix du travail comme coût de production, mais comme moyen de production. Le travail considéré comme capital et associé avec le capital-argent, se rétribuera à même l'intérêt ou le bénéfice des deux capitaux réunis ; le capital-argent trouvera une compensation plus qu'adéquate ou équivalente dans l'agrandissement de ses opérations. En adoptant ce système, le Canada pourrait faire concurrence au monde entier.

D'une main donc, la paix et le bonheur sociaux ; de l'autre la richesse et la grandeur nationale

Il ne faut pas omettre une autre considération très importante.

Si notre industrie était organisée dans ces conditions, elle attirerait d'immenses capitaux de toutes les parties du monde.

Elle attirerait aussi les travailleurs et — pensée encourageante on ne peut plus ! — elle assurerait le retour au pays de milliers et de centaines de milliers de Canadiens émigrés aux États-Unis. Ils ne reviendront guère, si vous ne leur offrez pas plus d'avantages qu'ils en trouvent au delà des frontières. Mais si surtout vous organisez l'esclavage du travailleur à la vieille manière du capital

britannique, oh ! alors faites-en votre sacrifice pour toujours : — ils ne reviendront jamais !

Section IX

Réfutation des Objections

J'admets volontiers que l'application de ce principe présente des difficultés, et qu'on pourra lui susciter des objections : mais ces difficultés naissent toutes de l'égoïsme humain. C'est l'intérêt mal entendu — mal entendu, remarquez-le bien — du capitaliste, qui est la plus grande difficulté. C'est cet intérêt qui soulève toutes les objections. La seule difficulté réelle, c'est d'établir la valeur du travail relativement au capital. Mais de même qu'il faut tant de piastres par jour pour défrayer les dépenses de la machine, de même il faut telle somme de travail pour faire l'opération manufacturière. Quoi de plus facile, pour le capitaliste comme pour l'ouvrier, que d'estimer la valeur du travail. Cette estimation faite, c'est de la considérer comme capital et d'établir la proportion des bénéfices relativement à la somme totale du capital-travail et du capital-argent, respectivement.

Déblayons la voie de cette grande réforme des objections dont elle sera sans doute assaillie.

Justinien dit que la loi doit-être établie sur ces principes : qu'il faut vivre honnêtement, ne faire tort à personne, et rendre à chacun ce qui lui est dû. (Inst., I. l. 3.) Le mot loi, dit Blacksbone, dans son sens le plus général et le plus étendu, signifie règle d'ac-

tion, et s'applique indifféremment à toute espèce d'actions, animées ou inanimées, supposant ou non de l'intelligence.

Cicéron a peut-être mieux défini la loi lorsqu'il a dit : Lex est summa ratio insita à naturâ, quæ jubet ea, quæ facienda sunt, prohibetque contraria. Cic. de leg. bb. i c. 6. C'est-à-dire : La loi est la raison suprême, fondée sur la nature, qui ordonne ce qui doit être fait et prohibe le contraire.

« Le motif et l'objet des lois est d'établir ce qui est juste, honorable et convenable », dit Démosthène.

Me dira-t-on que la loi outre-passera sa limite en réglementant les relations du capital et du travail. Qu'est-ce donc que la loi ? N'est-ce pas l'expression de la volonté sociale ? Or, la volonté sociale n'a-t-elle pas le droit de prédominer par une loi chaque fois que l'intérêt social et l'ordre public sont en jeu ? Qui peut le nier ? Par conséquent, qui aurait le droit de repousser le projet d'une loi en ce cas-ci, lorsqu'il est si bien prouvé que l'intérêt social comme l'ordre public requièrent impérieusement cette loi ? Le monopole du capital a donné lieu, parce qu'il est dans l'essence de tout monopole de produire ces résultats — à tous les abus, jusqu'à concurrence de tous les vices, de toutes les misères, de toutes les souffrances, de toutes les pestes, de tous les genres de martyrs domestiques, de toutes les dégradations morales et intellectuelles, et c'est après une expérience aussi positive qu'elle était inévitable comme conséquence de la cause d'où elle procède, qu'on objecterait à la réforme proposée la limite naturelle de la loi ? La loi est le contre-poids de l'abus et de la tyrannie. Là où la loi ne règle pas les rapports des hommes, c'est la volonté du plus fort qui domine, sans frein, sans vergogne, sans limites. La loi doit donc statuer tout ce qui est juste. Les inconvénients sont

impossibles, les avantages sont évidents. Comme le disait l'hon. M. Sumner, dans son discours pour soutenir le projet de loi restreignant à un seul terme la présidence des États-Unis : C'est un axiôme de la vraie science sociale : « La loi, comme moyen de gouvernement, est incomparablement supérieure à la volonté arbitraire des hommes. » Bref, une loi qui supprimerait l'inégalité des conditions sociales, la misère, le paupérisme, l'ignorance le mécontentement et la révolution, et substituerait à ces maux affreux et déshonorants pour notre époque et pour les classes qui les entretiennent, l'égalité fraternelle, l'aisance, le contentement, l'éducation, l'élégance des mœurs, une telle loi est-elle utile ? N'est-elle pas même indispensable ? N'est-elle pas souverainement juste et chrétienne ? Vous, messieurs les capitalistes, qui vous targuez avec raison de ne pas être des révolutionnaires, sans doute parce que vous avez raison d'être satisfaits de votre sort, comment pourriez-vous vous objecter à une loi qui préviendrait les révolutions sociales, les plus terribles et celles qui vous concernent de plus près ?

Me dira-t-on que cette loi sent le communisme ? Alors tout industriel qui s'associe à celui qui consent à opérer avec lui, est donc entaché de communisme ? Le communisme mal entendu consiste du reste dans le partage aveugle des richesses. Le communisme bien entendu, consiste à faire partager à ceux qui produisent un article quelconque, le bénéfice réel de leur travail. Il est un troisième communisme, le communisme chrétien, qui consistait, dans les premiers temps de l'Église, à mettre son bien en commun et à vivre à même la masse du bien ou des fruits qu'il rapportait. Pour que ce communisme fût praticable universellement dans une société, il faudrait que le christianisme, c'est-à-dire la perfection même, au moins en autant que l'humanité

puisse y atteindre, eut pénétré la presque totalité des hommes. Ce communisme existe dans les communautés religieuses : les Dominicains comme les Shakers le pratiquent. Ce n'est pas tout-à-fait le communisme absolument chrétien que je propose à mon pays, c'est le communisme ou le partage le plus chrétien ou le plus juste qu'il soit possible d'établir dans les circonstances actuelles. Avec le perfectionnement des hommes viendra le perfectionnement des lois, et le moyen d'arriver à la perfection à laquelle Dieu pousse sa grande préférée, c'est de réaliser par la loi et la pratique les progrès accomplis par l'esprit humain.

Voici du reste, sur ce point, l'autorité du correspondant de Londres, déjà cité. Après avoir tracé le tableau des contrastes sociaux de Londres, qui réflète l'état social fait par le capital-monopole, sous ses diverses formes, à toute l'Angleterre, l'auteur conclut en ces termes :

« Est-ce là un état naturel de société où il y a de si étonnants contrastes ? Jugeant à la lumière de la Parole Divine, on est contraint de dire que non. Toute la tendance du système de Moïse est d'empêcher l'accumulation des grandes propriétés et la formation de ce gouffre même entre les riches et les pauvres ; et le Nouveau-Testament fait ressortir d'une manière encore plus frappante l'idée de la fraternité de l'homme et du devoir des riches de distribuer une partie de leur abondance à ceux qui sont dans le besoin. L'un des premiers fruits de la prédication de l'Évangile fut de briser, dans un cercle étroit, il est vrai, mais non moins efficacement, la barrière entre le riche et le pauvre, et tout difficile qu'il puisse paraître d'appliquer ces principes à des sociétés qui ont grandi sur le système de l'Angleterre, il ne peut y avoir de doute que toute intervention législative, tout remède moral,

toutes tentatives religieuses, tout projet d'amélioration des logements, toutes mesures sanitaires ayant pour objet l'élévation et l'amélioration du sort du pauvre ouvrier, sont en accord avec l'esprit du Nouveau comme de l'Ancien Testaments. »

Plus loin, l'auteur ajoute avec non moins d'amertume que de vérité :

« Si les hommes s'étaient donné autant de trouble pour assujettir la terre à leur bien-être qu'ils s'en sont donné pour s'assujettir les uns les autres, toutes les parties du monde seraient remplies et soumises aujourd'hui à l'influence de la civilisation et de la vertu, et les maux effroyables que nous voyons développés dans ces centres encombrés auraient été évités. En même temps, on doit faire tous les efforts possibles pour amener une distribution plus équitable, » etc.

Entends-je les précieux et les précieuses faire la moue à l'idée de se trouver sur un pied d'égalité avec l'ouvrier ? Je serais plus sensible à leur objection, si elle avait une raison d'être. Je suis pour l'égalité de droit et non pas pour l'égalité de fait, ou, pour mieux dire, non pour l'uniformité de sentiments. Une bonne éducation, l'instruction, l'élégance et la délicatesse des mœurs des riches n'ont rien que je n'approuve parfaitement, et je ne prétends pas ouvrir tous les salons somptueux de l'aristocratie aux ouvriers dont les mœurs primordiales et l'éducation négligée l'y mettraient considérablement à la gêne, à ce point qu'il n'aimerait guère à se prévaloir d'une telle disposition réglementaire. Non, mais remarquez bien ceci : ce que vous exigez de ceux qui ont la prétention de fréquenter votre société, messieurs les riches, c'est une bonne éducation et des mœurs douces et délicates : eh bien, la distribution de la richesse permettra aux classes ouvrières de

s'intruire et de se vêtir élégamment, et l'égalité inaugurée légalement dans l'atelier s'étendra naturellement aux relations sociales. Quoi de plus beau que les rares exemples d'ouvriers s'élevant aux hautes positions industrielles, sociales, politiques et même littéraires ! N'a-t-on pas vu plusieurs présidents de la République Américaine sortir de la position infime qu'ils occupaient pour s'élever jusqu'à la suprême magistrature de leur pays ? Pourquoi cela s'est il vu plutôt chez nos voisins que dans les pays trans-océaniques ? Par ce que leur travail mieux rétribué leur permettait de se consacrer à l'étude et même de faire un cours collégial. Tels de nos compatriotes aux États-Unis sont devenus avocats, notaires ou médecins, grâce à ce que leur travail manuel bien rétribué, leur a permis de faire des épargnes qu'ils ont consacrées à leur instruction. Après une génération ou deux, les exceptions seront devenues la règle générale. Alors on ne se plaindra pas comme aujourd'hui que « la bonne société » est rare. Ne vous imaginez pas que l'opération soit lente. La soudaineté des transformations sociales individuelles donne une juste idée de la spontanéité d'une transformation générale. Ceux-là mêmes qui aideront la transformation auront l'occasion de jouir de la haute situation sociale et intellectuelle qu'elle devra produire.

Me fera-t-on observer que l'exemple des États-Unis, s'il prouve ce que la prospérité des classes ouvrières peut produire de bons résultats, démontre aussi l'inutilité de mon système, puisque cette prospérité y existe sans lui. Au contraire, ce qui prouve bien la grande supériorité de ma proposition sur le système du salaire, c'est que, aux États-Unis où ce système a été le mieux appliqué, le système de l'association du capital et du travail y est jugé si supérieur, qu'on veut à tout prix renoncer au sys-

tème du salaire pour adopter le système de l'association. Or, aux États-Unis on ne rétrograde pas. Chaque démarche industrielle et sociale y est un pas ferme et positif vers la fraternité pratique et le bien-être général.

Par manière d'objection, me donnera-t-on le mérite exclusif d'avoir inventé ce système. Je veux bien qu'on m'accorde de l'avoir appris de mon cœur plutôt que dans les livres et les journaux ; mais cette intuition ne m'a pas été donnée à moi seul, et je pourrais citer à l'appui de la cause que je défends, les plus grands noms de la pensée littéraire, ou de l'industrie ou de la politique, en France, en Angleterre, en Allemagne, et surtout aux États Unis, où Wendell Phillips est le phare brilliant sur lequel se guide le grand mouvement social de l'association du capital et du travail.

Au reste, tous ne proposent pas le même moyen.

Un « Comité de Travailleurs » en Angleterre a proposé, par l'entremise de M. J. Scott Russell, et de M. Ruskin, deux des maîtresses influences de l'Angleterre, au dire même de la Gazette de Montréal, un programme de la législation que le comité réclame sur les bases suivantes, reproduites dans la Tribune de New York du 22 Janvier dernier :

1. La délivrance des familles ouvrières des ruelles lugubres, des allées encombrées et des taudis malsains de nos villes, et leur transplantation dans l'espace ouvert, où, au milieu d'un jardin, dans une maison détachée, dans un air sain et aux rayons du soleil, elles puissent subsister et croître dans la force, la santé et la pureté, sous l'influence d'une demeure bien ordonnée.

2. Pour l'exécution de ce projet, il faut la création d'une organisation parfaite du gouvernement responsable des comtés, des villes et des villages, avec les pouvoirs nécessaires pour l'acquisition et la cession du sol pour le bien commun.

3. Une autre condition du bien-être de l'ouvrier habile, c'est que la journée de travail soit de huit heures de travail honnête.

4. En outre des écoles élémentaires, nous demandons des écoles de connaissances pratiques et d'apprentisage technique au centre de l'endroit de nos demeures.

5. Pour le bien-être moral et physique du peuple, il faut des institutions de récréation publique, de science et de civilisation, au moyen d'une organisation qui dépende du service public.

6. Les articles de première nécessité devront être fournis au prix du gros.

7. Il devrait y avoir une grande extension de l'organisation du service public (sur le modèle des bureaux de poste) pour le bien commun.

Je trouve dans la Gazette de Montréal, du 24 janvier dernier, quelques développements, précédés de lignes où l'écrivain constate que ce mouvement que l'on croyait destiné à périr, reparait, après avoir été revisé et étendu. Le projet tel que revisé est comme suit :

« Le Parlement accordera aux villes et villages des pouvoirs compulsoires pour l'achat des terres inoccupées, dans la proportion d'un âcre par dix habitants dans les villes de vingt mille âmes et plus, et par vingt habitants dans les villes de plus de cent milles âmes ; moitié du terrain devant être consacrée aux cot-

tages détachés et aux jardins, moitié devant être un terrain commun et pour les édifices publics de la communauté. L'occupant ne paiera le terrain qu'au taux de cinquante chelins l'âcre, et l'État votera 150 millions pour payer la différence. L'intérêt de ce montant de 150 millions en consolidés sera payé à même une taxe sur l'extrême richesse. La journée de travail ne sera que de huit heures, afin de laisser au travailleur le loisir de s'instruire et de se récréer.

« M. Scott Russell a calculé que la production augmenterait en conséquence de 150 millions par année. »

Je n'hésite pas à dire qu'une somme considérable pourrait être employée avec non moins d'avantage au Canada. Cependant qu'on accorde à nos ouvriers le partage équitable des bénéfices de l'industrie, et ils sauront bien acheter des emplacements, y construire des maisons convenables et encourager les institutions scolaires pratiques et les écoles technologiques que des particuliers établiront pour leur compte et pour l'avancement intellectuel de nos populations ouvrières.

Enfin, si l'on me dit qu'il sera temps d'appliquer ici ce système lorsqu'il aura fait ses preuves à l'étranger, je répondrai, que l'épreuve en a été faite souvent, partout et ici-même, sur une petite échelle, chaque fois qu'un patron capitaliste s'est associé avec un ou plusieurs de ses ouvriers, à la grande satisfaction des uns et des autres. En second lieu, le Canada ne peut et ne doit attendre, parce qu'il a besoin d'industrie, et qu'il lui vaudrait mieux, cependant, ne pas avoir d'industrie que de l'avoir au sacrifice de l'humanité, de la morale, du bien-être du peuple, ou au prix de la famine et de la démoralisation sociales comme en Europe. Si l'expérience du nouveau système n'a pas été faite sur une

grande échelle, l'expérience du capital-monopole a certes démontré que c'était la malédiction des peuples, l'enfer moderne. Il n'y a pas de pis-aller possible : tout changement sera une amélioration, un progrès. Au reste, il y a telle chose que la raison et le bon sens, qui permettent de juger par la synthèse et le raisonnement, du mérite d'un principe et de ses conséquences naturelles. Or, le monopole-capital est par le fait même qu'il est un monopole, une monstruosité mensongère en économie politique, une hydre dévorante dans le sens physique et moral. Tandis que le système de l'association du capital avec le travail, est basé sur l'union de deux forces naturellement unies, ce qui est l'essence du succès économique, et, sur l'égalité chrétienne, qui est l'idéal vers lequel l'humanité est appelée providentiellement, par l'infaillible volonté du Créateur tout-puissant.

Au reste, les exemples des résultats de cette association pour ne pas être nombreux, n'en sont pas moins la preuve concluante, dans l'ordre des faits, que le système proposé est en même temps tout ce qu'il a de plus pratique, de plus sensé, de plus noble et de plus encourageant. Voici des faits que je trouve reproduits dans le Messager Franco-Américain, publié à New-York :

Les ouvriers plombiers et appareilleurs de l'établissement de M. A. Bourieff, rue Oberampf, No. 5, à Paris, ont adressé à M. Alexandre Dumas, fils, la lettre suivante :

« Votre sympathie bien connue pour les travailleurs, qui ne veulent devoir leur émancipation qu'à leur travail, nous engage à venir vous exposer l'organisation de l'atelier dans lequel nous travaillons, persuadés que nous sommes que ce serait mettre fin aux grèves et établir l'harmonie entre les deux forces productives, le capital et le travail, si ce mode était généralement adopté.

Voici le mode d'organisation :

Lorsque M. Bourrieff nous a embauchés, il n'a discuté avec nous que le prix de notre journée. C'est seulement lors de la première paie qu'il nous a remis un livret avec 50 cts. en plus de notre salaire, à la condition que ces 50 cts. seraient versées dans la caisse des travailleurs en participation, qui a remis en échange de la somme versée des timbres d'épargnes, qui ont été donnés à chacun de nous, afin qu'il les applique sur son livret.

« Il y a ajouté que chacun de nous devenait par cette épargne, co-propriétaire de l'établissement dans lequel il travaillait ; il nous a ajouté que cela ne nous liait en rien, que nous pouvions quitter l'établissement quand il nous conviendrait, comme nous serions remerciés le jour où nous cesserions de faire notre devoir, mais sans jamais perdre nos droits soit comme commanditaires ou intéressés.

« L'épargne qui constitue la commandite de chacun de nous, n'est remboursable qu'à la dissolution de la société.

« Nous devenions intéressés en raison du travail exécuté par chacun de nous ; mais toutes les sommes que nous touchons sont portées sur notre livret ; c'est avec le total de ces sommes que nous sommes admis au partage des bénéfices, en concurrence avec le capital. Nous devenons par ces deux moyens co-propriétaires et co-intéressés de l'établissement dans lequel nous travaillons. Il n'a pas fallu plus de huit jours pour faire de chacun de nous des capitalistes et des intéressés.

« Lorsque notre épargne atteint le chiffre de vingt francs, il nous est remis un titre, qui nous donne droit aux bénéfices de la

Société financière. Quand notre épargne atteint cent francs, nous avons voix délibérative.

« Tout travailleur ayant fait une épargne de vingt francs, peut demander l'escompte d'un billet de sa main de même somme, en déposant son titre en garantie.

« Cette organisation donnant satisfaction à toutes nos prétentions, nous pensons que ce qui a été fait ici sur une échelle restreinte devrait se produire en grand, afin que la transformation industrielle et qui est imminente, se fasse sans secousses, en donnant satisfaction à tous les intérêts légitimes.

« Agréez, monsieur, l'assurance de notre sympathie, et nous sommes vos dévoués et respectueux serviteurs.

Voilà bien tout un tableau réel, vivant, du système que je propose, de ses avantages, de ses résultats certains, de son succès éclatant. Et, cependant, on ne l'appliquera que si on y est forcé par une loi. Voilà pourquoi je la réclame pour mon pays.

Creusons la pensée du capital, et nous y trouverons peut-être une dernière ressource contre le système que je propose. On nous dira : nous admettons la vérité de votre jugement sur les résultats du capital-monopole appliqué à l'industrie. Aussi nous voulons éviter ces résultats en donnant un meilleur salaire à l'ouvrier.

Les capitalistes du Canada sont de bons enfants, qui ne feront pas souffrir les classes ouvrières, et leur donneront un salaire équivalent à leur mérite et suffisant pour leurs besoins !

C'est bien là la mesure la plus large de la libéralité du capital. Eh bien, cela ne suffit pas. D'abord, parce que pas plus ici qu'aux États-Unis, le capital libéralisé autant qu'il peut l'être, laissé à

lui-même, ne donnera qu'un salaire. Or le salaire est une chaîne plus ou moins dorée, mais c'est une chaîne, et tous les jours dans l'administration civile ou financière, les plus hauts salariés nous montrent le boulet moral qu'ils traînent au pied. De plus, le salaire ne peut produire la répartition équitable du revenu du travail. Avec le salaire l'égalité sociale prédéterminée par le Créateur est impossible. En un mot, tous les grands résultats anticipés par l'observateur de la marche des choses humaines : le bien-être, la vraie liberté, la vraie égalité, la vraie fraternité, ne peuvent-être assurés que par l'association du capital et du travail. Du moment que l'évidence est admise, la loi doit venir au secours des besoins sociaux, pour assurer le progrès de l'humanité. Oui, une loi est nécessaire, parce que les hommes doivent se protéger contre eux-mêmes, contre leur égoïsme, contre leurs passions mauvaises. Le capital a besoin d'être garanti contre son ambition et sa convoitise ; et l'ouvrier contre son indifférence et contre son envie. Je n'obligerais personne à placer ses capitaux dans l'industrie, mais je soumettrais le capitaliste désireux d'y employer ses fonds à des dispositions générales et réglementaires, dont le motif se traduisant par la santé, la moralité et l'éducation des travailleurs, et la paix sociale, est par cela même on ne peut plus justifiable. Tel qui n'a pas la passion de l'avarice peut y être assujetti par l'avarice de son voisin. Tel veut rendre justice et adopter le vrai système, et en sera empêché par son voisin, qui en produisant un article à meilleur marché, grâce à son avarice, ruinera son voisin ou foulera la justice à ses pieds.

La loi, et la loi seule, peut et, par conséquent, doit garantir le capital honnête et juste, tout aussi bien que le travail consciencieux et profitable. En un mot, il faut cette loi pour nous préser-

ver de l'injustice. Autrement l'injustice fera ici ce qu'elle fait en Europe : des ruines et des massacres.

Conclusion

Voilà par quels moyens on peut et l'on doit introniser ici la grande réforme sociale et ouvrière. Moyens pacifiques, manière chrétienne, système simple et juste, s'il en fût jamais.

N'ayez donc pas peur, messieurs les bourgeois et messieurs les riches. Nous ne voulons pas emporter d'assaut vos bourses, vos banques ou vos propriétés. Non, par une simple déclaration de principes à être consacrés par une loi, nous voulons obtenir un progrès, une amélioration qui vous sera aussi profitable qu'elle est juste et nécessaire aux ouvriers.

Et vous, amis ouvriers, ne craignez pas que votre demande ne soit accordée, car c'est l'intérêt de vos patrons de vous l'accorder : or, vous savez que ces bons patrons du Canada, tout comme tous les patrons du monde, ne repoussent pas ce qui peut leur être profitable. C'est aussi un acte de justice, et vos patrons ne sont pas des monstres ; ils ont une âme à sauver eux aussi ; et ils savent que si Dieu est juste et bon pour le bon samaritain, il est sévère et inexorable pour le mauvais riche.

On veut créer une industrie, on est à la veille de le faire, on le fera : j'en ai la ferme confiance, car le décroissement effroyable de la population du Bas-Canada, l'émigration désolante, désespérante même de nos compatriotes à l'étranger, fait un devoir à nos ennemis mêmes de mettre un terme à l'affaiblissement du corps

national : sinon il mourra et son linceul enveloppera riches et pauvres : quand la patrie meurt les méchants disparaissent avec les bons, riches comme pauvres s'en vont : l'étranger prend la place vide, et mieux que nous, se maintient en soutenant les siens.

Ayons-la cette industrie si nécessaire au Bas-Canada ; ayons-la par un moyen ou par un autre. Mais ayons aussi la meilleure manière d'en tirer profit pour la masse du peuple ouvrier, tout comme pour le capital, au point de vue de l'intérêt permanent et bien entendu de la société toute entière.

Est-ce à dire que, parce que nous aurons une grande industrie manufacturière, le peuple ouvrier sera heureux ? Est-ce à dire qu'il suffira d'avoir une grande industrie pour que toutes les classes de la société, pour que les classes ouvrières, le commerce, les professions, l'agriculture, en profitent dans la large et superbe mesure du raisonnable, sinon du « plus possible » ? Non ! le contraire est démontré. On peut avoir l'industrie la plus étendue et la plus grandiose, en même temps que l'indigence la plus profonde, le pire esclavage social, la dégradation morale et l'obscurcissement intellectuel de la grande masse du peuple.

Et cela arrive à coup sûr chaque fois que le capital s'empare du monopole de l'industrie. Car alors, les riches seuls profitent de l'industrie ; la masse des travailleurs n'y gagne qu'une maigre pitance ; le capitaliste veut produire à aussi bon marché que possible pour écouler ses produits manufacturés à l'étranger et faire concurrence à tous ses rivaux ; pour produire à bon marché le capitaliste fait travailler la main d'œuvre à aussi bon marché que possible : — d'où vient que pendant que les capitalistes regorgent de millions et étouffent dans le luxe, l'ouvrier n'a souvent pas le

sou sonnant et croupit dans la misère avec toute sa famille. La société s'écroule alors par sa base, qui est l'injustice, et la vengeance populaire l'engloutit sous ses ruines.

Et je suis certain qu'il n'y a pas un marchand, pas un homme de profession, médecin, avocat, notaire, etc., pas un épicier, pas un boucher, pas un commerçant, pas un artisan quelconque qui me dira que cela ne préjudicie pas à ses intérêts. Car, tous ils savent comme moi que le riche qui vaut un million ne leur achètera pas plus de denrées ou de marchandises, ou ne donnera guère plus à faire aux hommes de profession, s'il vaut deux millions de plus ; tandis que si ces deux millions additionnels étaient partagés entre mille individus, l'aisance qui en résulterait pour les classes ouvrières, centuplerait les affaires de tous les marchands et de tous les hommes de profession dans tout endroit où cette excellente distribution de la richesse aurait lieu.

Le moyen équitable par lequel nous pouvons arriver à cette distribution si avantageuse à toutes les classes, mais surtout aux travailleurs. Le moyen si simple, pratique, d'un succès certain, d'une justice exquise, d'un caractère pacifique et d'une essence toute chrétienne, ce n'est pas moi qui l'offre, c'est la conscience humaine, c'est la force sympathique de la charité incarnée, qui nous commandent à tous de nous associer et de nous unir !

Je n'exagère pas : je suis certain de ce que je dis, ma raison en voit la claire évidence et ma conscience rend témoignage à l'exactitude de mes prévisions ; votre bon sens reconnaîtra que tout cela est juste et tout naturel, et confirmera, je n'en ai aucun doute, ma profonde et exacte, conviction. C'est donc à vous, amis ouvriers, de voir à ce que, dans l'agitation qui se fait et le mouvement qui se prépare, votre voix fasse valoir vos droits à la maî-

trise du travail et à la propriété du produit, conjointement, tant pour la maîtrise que pour la propriété, avec le capital. Faites en sorte que parmi les législateurs qui confectionneront les lois d'initiative et de protection de notre industrie, il y en ait qui n'oublient pas d'y faire intercaler la clause qui vous garantira contre le servage qui a valu à l'Europe des siècles de misère, suivis aujourd'hui d'une époque de révolutions et de châtiments ; la clause qui fera de vous vos maîtres — qui fera de vous des sociétaires et des propriétaires conjoints des produits de votre travail, — la clause qui amènera l'aisance, la fortune dans vos foyers, et fermera à tout jamais la porte à cette misère qui nous a déjà causé tant de maux, qui a dépeuplé la patrie, qui a arraché tant et de si justes plaintes à tant de mères, et qui a fait périr tant de petits enfants, faute du nécessaire, faute de soins, faute quelquefois même d'un pauvre morceau de pain !

Si pour obtenir vos droits, il nous faut faire une immense et irrésistible démonstration comme celle de 1867, dont le glorieux souvenir n'est pas encore effacé, et qui a produit une augmentation des salaires de cinquante pour cent, c'est-à-dire plus de pain, de meilleurs vêtements moins de gêne à cinquante mille personnes à Montréal, sans compter l'avantage qu'en ont retiré le commerce et toutes les industries ; s'il faut, dis-je, pour obtenir vos droits une nouvelle démonstration, encore plus éclatante, plus unanime, plus belle, vous la ferez d'un commun accord, avec l'irrésistible élan du droit et de la justice, et remporterez cette fois encore la grande et fondamentale réforme que je vous propose.

Du cœur, du courage, un peu d'enthousiasme, la conscience de votre droit sacré, indéniable, et de votre devoir pour vos familles,

pour votre pays et pour vous-mêmes, la nécessité où vous êtes de vous remuer pour sauver vos familles de l'exil, de la misère, des maux et des malédictions qui torturent aujourd'hui l'Europe où vos frères affolés ne savent plus que faire pour secouer un joug abominable : quel levier pour soulever tous les obstacles et obtenir paisiblement le triomphe de vos plus chers intérêts, votre délivrance et la place que Dieu vous à destinée dans une société vraiment chrétienne !

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Association_du_capital_et_du_travail. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.